



# COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> internationale.

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 4 JUIN 2016 - n° 1156

PRIX : 1 €

## ÉDITORIAL

# France : Les luttes des travailleurs ont gagné du terrain

**Les grèves, manifestations et mouvements sociaux qui sont nombreux en France en ce moment ne sont plus seulement des actions contre la loi Travail. Il s'agit d'un véritable mécontentement social tous azimuts. Dans ces conditions, les luttes déclenchées contre la loi El Khomri et celles déclenchées sur des revendications catégorielles devraient normalement se muscler mutuellement.**

La CGT a appelé les travailleurs à se mettre en grève pour le retrait de la loi El Khomri qui est une atteinte grave portée aux droits des travailleurs. Elle a même appelé à la grève générale. Cet appel a rejoint la grogne qui se faisait entendre depuis plusieurs semaines. C'est ainsi que les cheminots, les travailleurs des transports parisiens ont déclenché des grèves. Le mardi 31 mai, les transports n'étaient pas entièrement bloqués, mais très ralentis.



Manifestation à Paris le 19 mai dernier

Ce même jour, quatre raffineries étaient encore à l'arrêt pour cause de grève contre la loi El Khomri. Le secteur du traitement des déchets a aussi rejoint la grève contre la loi El Khomri. Les travailleurs de ce secteur bloquaient toujours mardi matin le centre de traitement des déchets d'Ile-de-France à Ivry sur Seine. Celui de Romainville aussi était fermé. Le ramassage des ordures était également bloqué à Saint Etienne.

La tactique du gouvernement pour isoler la CGT est de négocier et de donner plus ou moins satisfaction aux cheminots et autres grévistes qui n'ont pas ciblé leur lutte au départ contre la loi Travail. Car, en bon serviteur du patronat, cette loi, il ne veut pas la retirer ni la modifier pour le moment.

Quant au mécontentement des travailleurs, il est réel. Mais si ces derniers ne se prennent pas eux-mêmes en main et s'ils n'organisent pas eux-mêmes la lutte, pour aller plus loin, ils n'obtiendront pas satisfaction. Est-ce leur état d'esprit réel actuel ? La question reste posée. Mais si ce n'est pas le cas pour l'heure, l'état d'esprit peut changer rapidement au cours des luttes et faire pencher le balancier vers encore plus de détermination d'ensemble.

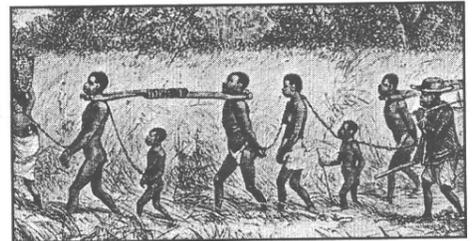
Toujours est-il que voilà bien longtemps qu'un mécontentement des travailleurs ne s'était pas fait entendre aussi fort qu'aujourd'hui en France. Chômage, bas salaires, cadences infernales, mépris des patrons qui empêchent sous leur nez des millions, mépris des directeurs

dont les salaires, eux, ne cessent de monter, voilà aussi les raisons du mécontentement.

### Force collective

L'important c'est qu'au cours des luttes de ces derniers jours, les travailleurs aient repris confiance en eux-mêmes, en leur capacité de se mettre en mouvement, en leur force. Même si les combattants sont pour l'heure minoritaires dans toute la classe ouvrière, le mouvement dans son ensemble n'a pas dit son dernier mot. Il peut s'élargir dans les jours qui viennent, toucher d'autres secteurs. Aux travailleurs d'imposer leur force collective. C'est de ces luttes que peuvent surgir, même très vite, des luttes plus larges contre le grand patronat et ses serviteurs politiques de gauche et de droite.

**Esclavage : La réparation sera la révolution socialiste !**



LIRE p. 4

**Il y a 80 ans La grève générale de juin 1936**



LIRE p. 6

**Guadeloupe : Grève des agents du SIAEAG**

LIRE p. 3

**Martinique : Les travailleurs des eaux Didier en grève**

LIRE p. 3

## Les travailleurs des eaux Didier en grève

Depuis le 18 mai, 20 des 37 employés de la Société d'embouteillage de l'eau minérale Didier (SEEMD) sont en grève. Ce sont eux qui produisent et distribuent « Didier », « 113 », et « Mabelo ».

La grève est la conséquence du refus de la direction d'accorder à tous une augmentation mensuelle de salaire de 100 € et une prime annuelle de 600 €. Les 3 et 17 mai, lors des deux dernières réunions de NAO (négociation annuelle obligatoire), les salariés ont réduit leurs demandes à 75 € pour les salaires et à 580 € pour la prime.

Face à la surdité du directeur, les travailleurs se sont installés devant l'entrée et attendent qu'il se décide à discuter. Un inspecteur du travail est venu rencontrer les grévistes et la direction, et a tenté de renouer le dialogue. Si les salariés sont prêts à accepter sa médiation, le directeur, lui, a opposé une fin de non-recevoir. Le 27 mai, il a fait un communiqué s'en prenant à un des deux représentants du personnel. Il a également sollicité un huissier à plusieurs reprises. Le 27 mai, il a fait citer en référé devant le tribunal les grévistes et leur syndicat, la CGTM. Objectif : ac-



centuer la pression sur les grévistes en obtenant du juge qu'il leur impose de lever le camp s'ils ne veulent pas être sanctionnés financièrement ou évacués par la police.

La direction déclare que : « *Les demandes excessives et les blocages illicites (...) mettent (...) en danger ce bien commun qu'est l'entreprise SEEMD* ».

Mais ces mêmes dirigeants ont perçu de nombreuses aides de l'État, des Collectivités et de l'Europe, et au titre du CICE (Crédit d'impôt pour la compéti-

tivité et l'emploi) de nombreuses subventions et exonérations de taxes. Il faudrait que ces dirigeants publient aussi les profits réalisés sur l'exploitation des travailleurs et les dividendes distribués aux actionnaires, ce que M. Jean-Luc Garcin refuse. En prétendant que céder lui coûterait 100 000 €, soit... 7,50 € par jour et par salarié, la direction reconnaît elle-même que, loin de « mettre en danger » la SEEMD, les grévistes font preuve en réalité d'une très grande modération. Ils poursuivent la lutte.

### Didier : des patrons qu'on retrouve partout !

Les dirigeants des Eaux de Didier réalisent des profits de bien des côtés. On les retrouve dans de nombreuses entreprises : Sun Moto (à Kerlys), Xtreme Marine (bateaux hors-bord, à Lareinty au Lamentin), la Ferme du Moulin (production d'œufs, au Robert), exploitations bananières (au Carbet, etc.), magasin d'optique « Entrevue » (à Ducos), Cinq à sec (pressing), Habitation Saint-Étienne (rhum, au Gros-Morne), Usine du Simon (rhum, au François), entrepôt à Bois-Carré (au Lamentin), etc.

# Guadeloupe

## Les agents du SIAEAG en grève

Les 120 agents du SIAEAG (Syndicat intercommunal d'alimentation en eau et d'assainissement de la Guadeloupe) ont entamé ce lundi 30 mai une grève illimitée pour obtenir une prime et pour avoir des précisions leur situation administrative.

Depuis leur transfert de la Générale des eaux, entreprise du secteur privé, au SIAEAG, entreprise du secteur public, les 120 agents ne savent pas si leurs congés payés seront pris en compte et versés. De plus, ils n'ont aucune précision sur leur reclassement. Ceci malgré les engagements pris par Bernier, le président du SIAEAG, en décembre 2014.

Des négociations se sont tenues jeudi 26 mai sur ces sujets entre les directeurs et les agents représentés par les syndicats CGTG, UGTG et UNSA. Bernier a prétendu que Lucette Michaux-Chevry et Éric Jalton lui doivent

des millions d'euros, et donc, il ne peut pas répondre positivement aux revendications des salariés.

### Bras d'honneur

Les agents ont refusé de prendre en compte ce type d'allégations. Bernier a piqué une crise et a quitté la salle en proférant des insultes et en faisant un bras d'honneur.

Les 120 agents se sont mis en grève pour se faire respecter de ce personnage et lui imposer le paiement de leur prime et de leurs congés payés. Ils réclament également un contrat de travail et du matériel pour travailler.

## Bwa Chik Hôtel : « chik » pour les touristes, pas pour les salariés

Et surtout pas « chik » pour les femmes de chambre de cet hôtel de Saint François !

Vous commencez à 9 heures, enfin... quand la feuille de travail est prête. Pour chaque femme de chambre, le nombre de chambres à faire pour la journée est de 13 ou 14. Bien souvent, arrivée à 9h vous commencez à 10h ou 10h30 parce que madame la Gouvernante arrive en retard, avec mal à la tête, fatiguée et arrogante.

Il faut également mettre les draps, les serviettes dans des sacs après comptage par madame la Gouvernante et vous voilà opérationnelle. Mais il faut également prendre son courage à deux mains pour traîner les sacs et les porter quand il faut monter les escaliers. Eh oui. Pas d'ascenseurs à l'hôtel Bwa chik chik chik.

En fin de journée, vous devez compter tous les draps et serviettes pour la lingerie et madame la Gouvernante compte avec vous si toutefois l'envie vous prenait d'en piquer un, peut être.

### Mépris

À ce rythme-là, vous n'avez plus de force. Tous les jours, c'est la même organisation.

La cerise sur le gâteau, c'est qu'il n'y a pas de salle de repos. Vous mangez debout ou alors dans une chambre en départ.

La gouvernante et la direction ne se posent aucune question sur vos conditions de travail. Ceci est inadmissible et inacceptable. Ces gens-là n'ont que du mépris pour ceux qui se lèvent le matin pour aller travailler.

Il faudrait que les femmes de ménage se mettent en colère pour que ça change.

## Les manifestations contre la loi Travail

**Au cours du mois de mai, des centaines de salariés ont encore manifesté pour exiger le retrait de la loi Travail.**

Le mardi 17 mai, l'appel avait été lancé en conférence de presse par les syndicats CGTM, FO et SNUIPP-FSU (Syndicat des instituteurs et professeurs de collèges). Le jeudi 19 mai, les mêmes syndicats ont été rejoints par la CDMT. Plusieurs secteurs du privé ou du public, venus avec pancartes et drapeaux, étaient représentés par des petites délégations. Les travailleurs

mobilisés se sont d'abord rassemblés à la Maison des syndicats. Puis, ils ont manifesté dans la rue tout en prenant plusieurs fois la parole en direction de la population.

### Prises de parole

Ils se sont adressés aussi aux salariés d'un chantier du bâtiment placé sur leur parcours, aux employés de plusieurs banques, à

ceux des petits commerces, tout autant concernés. À chaque fois, ils expliquaient quelles étaient les destructions du droit des travailleurs programmées par la loi El Khomri. Rappelant le retrait en 2006 de la loi CPE (Contrat première embauche) alors qu'elle avait été publiée, ils répétaient qu'il était encore possible de faire céder le gouvernement, en entraînant de nouveaux

collègues, de nouveaux secteurs dans la mobilisation.

Malgré le peu de manifestants, tous pensaient qu'ils avaient raison de s'être mobilisés et de chercher à poursuivre la lutte pour exiger le retrait de cette loi inique. Une nouvelle mobilisation a été fixée le 14 juin, date à laquelle la loi sera discutée par les sénateurs en France.

## Les lycéens de Ducos mobilisés !

Le mardi 17 mai, une centaine de jeunes du lycée de Ducos se sont rassemblés devant leur lycée pour protester contre la loi El Khomri. Après avoir expliqué leur refus de cette loi qui « *condamne la jeunesse* », avec « *plus de précarité* », ils ont manifesté dans les rues de Ducos. En fin de

matinée ils ont été à la mairie et là, ils ont refait des prises de parole affirmant leur solidarité avec les travailleurs opposés à la loi El Khomri. Le jeudi 19 mai, une vingtaine d'entre eux ont encore manifesté. Des initiatives encourageantes de la jeunesse !



# Guadeloupe

## Relais inter-entreprises du 27 mai : une supercherie !

**Chaque 27 mai, jour de la commémoration de la lutte des esclaves, de gros patrons organisent une course inter-entreprises.**

Les plus importantes entreprises de l'île y participent : EDF, Carrefour, Socréma, GMA, Crédit Agricole, Macdo, ... Cette course a lieu pour soi-disant commémorer l'abolition de l'esclavage. En réalité, les riches békés et autres

patrons font ainsi coup double : premièrement ils détournent l'attention de cette date symbolique et deuxièmement ils se font de la pub à bon compte. Beaucoup de travailleurs de ces entreprises participent à la course sans se

rendre compte de tout cela. Ils n'y voient qu'une occasion de faire du sport en ce jour férié.

### Luttes des travailleurs

Mais ils doivent se rappeler que si ce jour est férié, c'est grâce à la lutte de nombreux travailleurs qui pendant des années ont manifesté dans les rues, ont subi la

répression pour obtenir la reconnaissance de cette date. Sous l'esclavage les maîtres organisaient des combats d'esclaves pour leur propre plaisir. Aujourd'hui, les maîtres modernes organisent des courses relais inter-entreprises avec leurs salariés ! Il faudrait que les travailleurs leur fassent savoir qu'ils ne sont pas des esclaves... même modernes.

## Pôle Emploi : Suicide d'une employée

**Nous publions ci-dessous le communiqué de la CGTG suite au suicide d'une employée**

Lundi 23 mai 2016, une de nos collègues, agente de Pôle Emploi Guadeloupe, a mis fin à ses jours. Au-delà des difficultés personnelles qu'elle ait pu connaître, les difficultés professionnelles auxquelles elle était confrontée depuis son récent retour à Pôle Emploi ont contribué à la pousser vers cette fin tragique.

Ces difficultés, ces souffrances, sont depuis des années le lot de

l'ensemble des agents de Pôle Emploi Guadeloupe. C'est pourquoi la CGTG a réclamé une expertise indépendante diligentée par le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail, sur l'impact des conditions de travail sur la santé physique et psychique de ses agents.

Les conclusions de cette expertise menée au cours de l'année 2015 sont sans appel.

Des préconisations urgentes formulées dans le rapport des experts, aucune à ce jour n'a été mise en œuvre par la direction régionale de Pôle Emploi Guadeloupe.

Ainsi, lorsque notre collègue en désarroi a appelé sa hiérarchie à l'aide, ses appels sont restés sans suite.

La CGTG n'acceptera pas que la direction régionale de Pôle Em-

ploi Guadeloupe se soustraie à ses responsabilités.

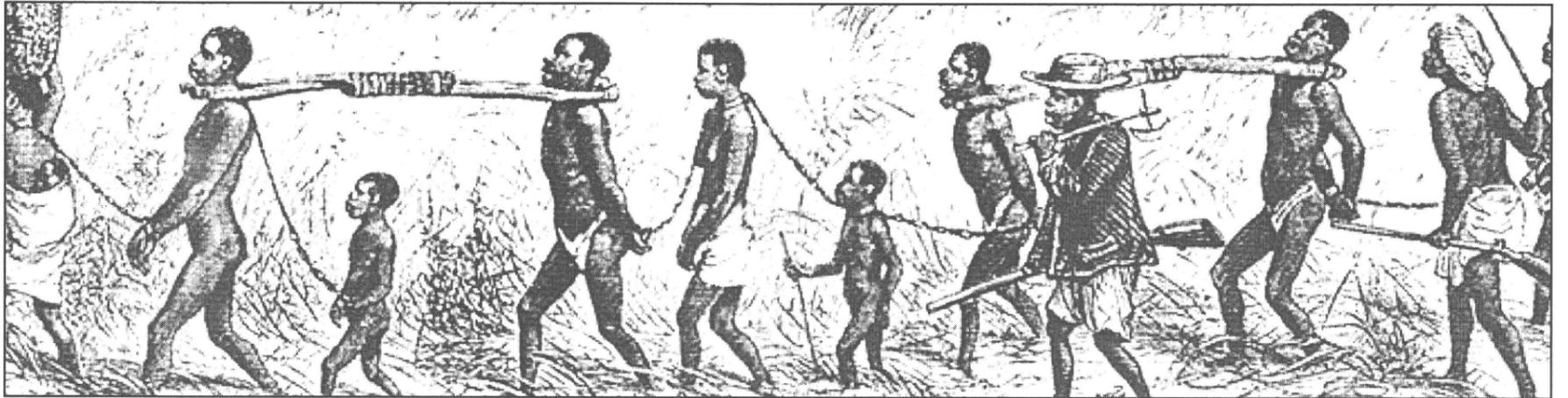
La CGTG exige que toutes les préconisations du rapport d'expertise soient mises en œuvre en concertation avec les agents et leurs représentants.

La CGTG appelle tous les agents à la plus grande vigilance et à la solidarité face à la direction régionale de Pôle Emploi.

**Pointe-à-Pitre, le 30 mai 2016.**

# Esclavage : La réparation sera la révolution socialiste !

Dans le journal hebdomadaire de Guadeloupe *Nouvelles semaine* du 20 au 26 mai dernier, deux pages sont consacrées à la question des réparations pour l'esclavage des Noirs. Plusieurs personnalités ont été interrogées. En gros, il y a deux camps, mais aucun ne donne d'avis satisfaisant de notre point de vue c'est-à-dire du point de vue des communistes révolutionnaires que nous sommes.



## Quand les tenants de l'esclavage moderne dissertent sur l'esclavage passé

Il y a ceux qui déclarent que cette ignominie est irréparable, comme Josette Borel-Lincertin, présidente du Conseil départemental (ex Conseil général), Ary Chalus nouveau président du Conseil régional, Éric Jalton député-maire des Abyes proche du Parti socialiste, Jacques Gillot ex président du Conseil général, et le psychologue « officiel » du département, Errol Nuissier,

Bernard Pancrel bâtonnier et conseiller régional, Jacques Cornano, sénateur-maire « socialiste » de Saint Louis. Ces personnalités ne sont pas particulièrement connues pour avoir lutté naguère contre le système colonial et aujourd'hui contre ses séquelles. La plupart sont plutôt conservatrices, liées au pouvoir gouvernemental en place et s'accommodent très bien du système

actuel. Mais sur cette question des réparations, elles se voudraient presque révolutionnaires en paroles. Nuissier n'hésite pas à citer Césaire disant qu'il ne s'agit pas de se transformer en mendiant réclamant des compensations financières. Gillot réclame des « compensations », des « rattrapages » et pour « réparer » il veut « combattre les inégalités persistantes dans les territoires où il y a deux siècles les Noirs étaient enchaînés dans des cales ». Lurel en appelle au

« respect de la mémoire ». Cornano estime que « l'État aura du mal à racheter la souffrance de nos ancêtres, et qu'il faut s'orienter vers une réparation morale et la construction d'une mémoire collective ». Tous parlent de « mémoire apaisée et réconciliatrice ». Apaisée dans ce monde de guerre et de violence organisées par les grandes puissances ? « Réconciliatrice » avec ceux, les exploités, qui perpétuent toujours l'exploitation sous ses formes les plus atroces ?

## Le programme nationaliste, trop étroit pour une réelle réparation !

L'autre camp des interviewés à ce sujet est constitué de dirigeants indépendantistes comme Élie Domota ou Luc Reinette ou de l'artiste peintre Michel Rovélas. Ceux-là sont des gens connus pour avoir combattu les méfaits du pouvoir colonial et ses séquelles et pour avoir œuvré afin de rappeler aux Antillais leur propre histoire. Ce n'était pas chose facile il y a même une trentaine d'années, car le pouvoir

colonial a toujours voulu cacher l'histoire de l'esclavage. Il n'y a pas bien longtemps, ceux qui en parlaient étaient taxés de dangereux révolutionnaires qu'il fallait faire taire.

Ce sont les organisations indépendantistes ou communistes révolutionnaires, comme Combat ouvrier, qui ont lutté, entre autres, pour que l'histoire de l'esclavage soit divulguée.

Il faut savoir que dans les années 60 par exemple, le fort qui s'appelle Fort Delgrès aujourd'hui, du nom du combattant anti-esclavagiste, était nommé Fort Richepanse, du nom du commandant en chef envoyé par Bonaparte pour rétablir l'esclavage ! Ce sont les étudiants de l'AGEG (Association générale des étudiants guadeloupéens) qui les premiers ont dénoncé cette forfaiture.

Il reste que Domota, Reinette, Rovélas et d'autres réclament des réparations et l'indépen-

dance politique. Mais aucun d'eux ne remet en cause le système d'exploitation qui a fait naître et prospérer l'esclavage et dont il est en partie issu, c'est-à-dire le système capitaliste. Et c'est là que ces militants comme les personnalités liées au pouvoir et citées plus haut se rejoignent. Car en réalité il n'y aura jamais de véritable réparation des siècles d'esclavage dans le cadre du système mondial actuel du capitalisme qui n'est rien d'autre que de l'esclavage moderne, l'esclavage salarié.

## Le système capitaliste ne peut réparer son propre ADN

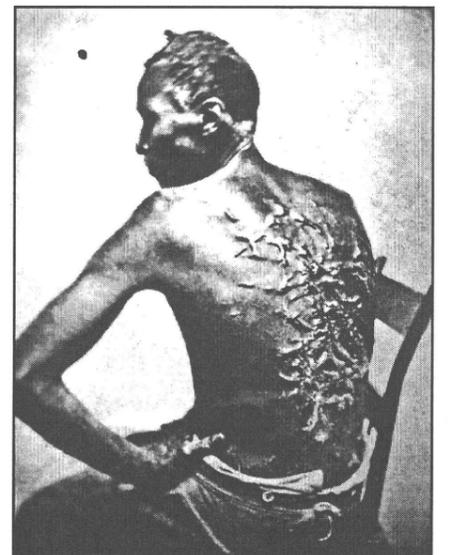
La véritable réparation viendra de la récupération des richesses produites par des générations d'esclaves et d'exploités et qui sont aujourd'hui aux mains d'une poignée de capitalistes et de grandes sociétés multinationales qui dominent le monde. Et cela ne pourra pas venir que des Noirs, car pour que cette lutte soit un succès il faut qu'elle provienne de l'ensemble des exploités du monde : les Noirs, les Jaunes, les Blancs, les Rouges. C'est donc d'une révolution mondiale des exploités de tous les pays que viendra la véritable réparation des méfaits de l'esclavage des Noirs. Et partant de là, elle réparera aussi l'exploitation atroce par exemple des Amé-

riens d'Amérique du Sud qui ont sué sang et eau afin que les conquistadores importent de l'or par tonnes en Europe. Cette révolution réparera aussi l'ignoble travail des enfants en Europe même pendant plusieurs siècles et aujourd'hui encore dans bien des pays pauvres, et bien des méfaits. En un mot, il ne pourra y avoir de véritable réparation de l'esclavage des Noirs sans réparation de l'exploitation du reste de l'humanité !

Les tenants et profiteurs du système capitaliste que sont les Lurel, Gillot, Borel-Lincertin, Chalus et qui sont même ses serviteurs politiques entretiennent l'esclavage moderne, l'esclavage salarié, et en réalité ne peuvent

combattre pour la véritable réparation de l'esclavage des Noirs. Cela les arrange bien de déclarer aujourd'hui que l'esclavage est « irréparable ». Quant à Domota, Reinette et Rovélas, qui ne voient comme seule solution aux maux de notre société que l'indépendance politique, et non le renversement du capitalisme, ils ne parviendront pas au but. L'esclavage des Noirs comme l'esclavage salarié actuel est ancré dans l'ADN du capitalisme. Il faut l'abattre. Toutes les autres voies ne seront au mieux que de petites réformes qui, même à coup de milliards comme le nouveau plan Marshall que prône Luc Reinette, ne changeront rien.

Oui, la réparation est possible !



Mais elle ne viendra que de la révolution des travailleurs et des exploités qui abattra le système capitaliste. Elle seule sera révolutionnaire.

## Affaire Marvin : un lycéen abusivement traîné devant les tribunaux

**Jeudi 26 mai, une trentaine de personnes se sont rassemblées au tribunal de Basse-Terre pour soutenir Marvin. Cet élève du lycée Faustin Fléret de Morne-à-L'eau a été faussement accusé de soutien au terrorisme par sa professeure de français et le proviseur du lycée.**

Pour soutenir Marvin, il y avait les jeunes du journal *Rebelle !* mais aussi des représentants de la CGTG, de Combat ouvrier, de l'UGTG, de l'UPLG et du Parti de Gauche. Plusieurs personnes de la population sont aussi venues, pour montrer leur soutien envers Marvin et sa famille, et pour dénoncer cette procédure abusive.

C'est en effet suite à un débat en classe, après les attentats de novembre, que Marvin se retrouve mis en cause. Par provocation, il a lancé à sa professeure « *je suis pour le djihad* ». Il s'est ensuite avéré que Marvin ne savait même pas ce qu'était « *le djihad* ».

### Faire un exemple

Au lieu de lui expliquer calmement, arguments à l'appui, en quoi cette prise de position est une grave erreur et pourquoi, l'enseignante et le proviseur du lycée ont voulu faire de Marvin un exemple. Il a été traité

comme un dangereux criminel, mis en garde à vue pendant 35 h, puis convoqué au tribunal.

Lors de sa première convocation au tribunal de Pointe-à-Pitre, le 23 février, l'ensemble des lycéens de Faustin Fléret avaient fait grève pour soutenir Marvin. Ce jour-là, son avocat avait pris la décision de déposer une QPC (question prioritaire de constitutionnalité), en arguant du fait que les poursuites contre Marvin vont à l'encontre de la liberté d'expression. Mais il ne s'agit même pas de liberté d'expression. Il s'agit tout simplement d'une petite bévue, voire d'une bêtise de jeune proférée par esprit de contradiction à l'encontre de son professeur.

L'audience du 26 mai à Basse-Terre avait pour but de dire si cette QPC est recevable ou non. Une fois de plus, le tribunal de Basse-Terre s'est tristement distingué, avec des pratiques dignes d'une justice coloniale.



Prise de parole devant le tribunal de Basse-Terre, le 26 mai

Convoqué à 9h avec sa famille, Marvin a dû patienter jusqu'à midi, en attendant debout à l'extérieur de la salle. Lorsque son tour est enfin arrivé, les trente personnes qui l'accompagnaient n'ont pas été autorisées à entrer. Le juge a prétendu que, pour une telle procédure, il n'est pas obligé que l'audience soit publique. C'est une violation du droit fondamental de chacun à bénéficier d'un procès public !

À l'intérieur, la procureure a lâché à Marvin : « *vous n'avez pas*

*commis de faute, mais la procédure est déjà lancée* ». Les autorités savent très bien que Marvin n'a rien se reprocher. Mais ils ne veulent pas reculer.

### Rendez-vous le 9 juin

Le tribunal de Basse-Terre rendra sa décision concernant la QPC le 9 juin. Combat ouvrier et aussi le journal lycéen *Rebelle !* appellent les travailleurs, les jeunes et la population en général à venir ce jour-là soutenir Marvin.

## Martinique

### Lycée Schœlcher : nouveaux rebondissements

**L'affaire du transfert des élèves du lycée Schœlcher continue de faire des vagues.**

Suite au violent séisme survenu en novembre 2007 ce lycée présentait, selon l'architecte, de nombreuses fissures et l'effondrement du plafond d'une salle de cours. Les responsables administratifs du lycée avaient de leur côté attiré l'attention des autorités politiques de l'époque. En 2008, le Conseil régional dirigé par le « camp patriotique » décide sa démolition, mais le permis de construire déposé en mairie de Fort-de-France est contesté par la majorité du Conseil municipal, dont certains membres appartiennent au PPM et sont dans l'opposition au Conseil régional.

En 2010, la nouvelle majorité arrivée à la Région, dirigée par le PPM, décide de réhabiliter les bâtiments de l'ancienne maternité de Redoute pour installer un établissement de transit dans

l'attente de la reconstruction du lycée Schœlcher.

Nouveau rebondissement en décembre 2015, le PPM est battu aux élections de la nouvelle Collectivité par la coalition du « camp patriotique » et de la droite. La majorité de la CTM revient sur le projet du lycée de transit et envisage d'autres solutions d'installation pour les lycéens, avec la répartition de la communauté scolaire de Schœlcher sur la cité technique et le lycée de Bellevue. Les parents d'élèves, les lycéens et les enseignants de Schœlcher s'insurgent tout en présentant un contre-projet au Fort Tartenson. Cette proposition reste lettre morte.

Surgit alors la semaine dernière un nouveau projet du Préfet de Martinique Fabrice Rigoulet-Roze, c'est-à-dire de l'État. Il

écarte pour des raisons de sécurité la solution préconisée par la CTM. On apprend sur les ondes le projet d'installation des élèves et professeurs au quartier Acajou au Lamentin où il existe déjà deux lycées différents. Résultat, aucun des projets ne recueillait d'approbation, ni du côté du lycée Schœlcher ni de celui du quartier d'Acajou. Les lycéens et la communauté scolaire du lycée Schœlcher devaient encore se prononcer sur cette énième proposition lundi 30 mai.

### Renvoi de balle

En réalité, les autorités de l'État, l'académie de Martinique et les chefs politiques de tous bords se renvoient la balle tour à tour pour défendre leur boutique, sans se soucier des attentes et des préoccupations des parents d'élèves, des enseignants et per-

sonnels et des élèves eux-mêmes.

Derrière ce micmac il transparaît qu'aussi bien l'État que la CTM auraient tout à gagner en ne reconstruisant pas le lycée Schœlcher. L'État, c'est-à-dire le recteur, pourrait faire des économies budgétaires en réduisant les effectifs d'enseignants. Et pour la CTM, dont les membres ont le souci de jouer aux bons gestionnaires, cela ferait une belle économie car la reconstruction du lycée Schœlcher lui coûterait au minimum 80 millions d'euros.

En définitive ces hommes politiques, quelle que soit leur étiquette, n'ont en priorité qu'une ambition, celle d'être de bons gestionnaires au service de la bourgeoisie et des capitalistes locaux, et non d'être au service de la population.

# Juin 1936, la grève générale en France

**En juin 1936, sous le gouvernement de Front populaire de Léon Blum, des grèves avec occupation d'usine s'étendent. C'est un sursaut du mouvement ouvrier après la période de reculs et de démoralisation suivant la crise économique de 1929 et l'accession d'Hitler au pouvoir en 1933 en Allemagne.**

## Les prémisses

Le 6 février 1934 des ligues fascistes, Camelots du Roi, Croix de Feu, etc. ont tenté un coup de force autour de l'Assemblée Nationale, en protestation contre la révocation du préfet de police Chiappe, lié à l'extrême-droite. Il y a eu plusieurs dizaines de morts dans l'émeute place de la Concorde. Le gouvernement Daladier a démissionné le lendemain.

Ces événements ont été un coup de semonce pour la classe ouvrière. Le 12 février 1934 un appel à la grève générale est lancé par la CGT (proche du Parti socialiste) et la CGTU (proche du Parti communiste). Les deux manifestations organisées à Paris ont fusionné près de la place de la Nation.

À partir de ce moment, l'enthousiasme et l'esprit d'offensive sont revenus du côté des travailleurs. Les élections du 21 avril et du 3 mai 1936 donnèrent la victoire au Front populaire, la nouvelle alliance entre les Partis socialiste, communiste et radical, initiée après la chute du gouverne-



Une usine de la région parisienne occupée en juin 1936

ment du radical Doumergue, en automne 1934.

Un mois après les élections, la présidence du Conseil a échu à Léon Blum, dirigeant du Parti socialiste. Le Parti communiste soutint le gouvernement de l'extérieur. Avant le scrutin, Jacques Duclos, un des principaux dirigeants du Parti communiste, avait fixé les limites à ne pas dépasser : « *Nous n'entendons pas laisser accréditer l'idée que le gouvernement de demain détrui-*

*ra le régime capitaliste. Non, non et non. Ce n'est pas nous qui demanderons ces choses...* ».

Les sommets des partis de gauche, socialiste et communiste, ont donc choisi de ne rien changer. Derrière des phrases « de gauche », le statu quo a été maintenu et le patronat, dont le tout-puissant « Comité des Forges », n'avait rien à craindre de ce côté. Par contre, du côté des travailleurs, une vague de grèves sans précédent, qui cul-

minera dans les premières semaines de juin 36, a éclaté dans tout le pays. Spontanément, comme un défi au droit de propriété bourgeois, les ouvriers ont occupé les usines.

## La grève

Le dirigeant révolutionnaire Trotsky pourra écrire, le 9 juin : « *Ce qui s'est passé, ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution* ». Le mouvement, qui culmine dans les premières semaines de juin 36, a fait reculer patronat et gouvernement. Des patrons concédèrent des augmentations de salaire jusqu'à 35 %. Des négociations centrales se sont engagées entre représentants patronaux et syndicaux et, dans la nuit du 7 au 8 juin, sont signés, sous l'arbitrage du nouveau gouvernement, les accords Matignon. Les travailleurs ont obtenu la reconnaissance du droit syndical, le principe des contrats collectifs, les délégués ouvriers élus, et des augmentations de salaire entre 7 et 15 %. Dans la majorité des entreprises les travailleurs refusèrent d'évacuer et de reprendre le travail. Le gouvernement recula encore, au delà de ce qui avait été concédé à Matignon. Le 11 juin il a fait voter la loi instituant le droit aux congés payés, le 12 celle sur les 40 heures par semaine. Rien de tout cela ne figurait dans le programme du Front populaire, dicté par le Parti radical. Ces conquêtes ouvrières sont à mettre au crédit de la grève, et d'elle seule.

Au lendemain des accords Matignon la direction de la CGT – réunifiée en mars 1936 – et celle du Parti communiste, ont pesé de tout leur poids pour obtenir la reprise du travail. Le 11 juin, Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, déclarait : « *Il faut savoir terminer une grève...* ». Le reflux dès lors a été enclenché. Mais la classe ouvrière avait écrit une page d'histoire indélébile qui a compté et qui comptera encore dans l'avenir.

## L'avortement provoqué de la révolution ouvrière

**Comme l'avait écrit Trotsky, la grève de juin 36 était déjà le début d'une révolution ouvrière en France. Une révolution qui n'eut pas lieu.**

À l'époque, le Parti communiste français, très influent dans la classe ouvrière, était totalement inféodé à la direction stalinienne qui, de Moscou, imposait ses ordres. La bureaucratie dirigée par Staline avait pris le pouvoir en URSS à partir de 1923. Le pouvoir ouvrier était vaincu sans pour autant que la bourgeoisie revienne au pouvoir en URSS. La bureaucratie stalinienne était une couche privilégiée parasitaire qui avait poussé comme une excroissance malade sur le corps de la révolution ouvrière. Il s'est agi alors pour cette couche parasitaire de faire échouer, écraser par la bourgeoisie ou détourner toutes les révolutions ouvrières débutantes dans différents pays. Ce fut le cas en Allemagne, en Angleterre, en Chine, en France, en Espagne et ailleurs. La politique de Front populaire fut une manière d'enterrer la révolution en France. Le Parti communiste français fit tout pour que la montée et la colère ouvrières ne se transforment pas en révolution.

Le Front populaire devait suffire à faire gagner quelques grandes avancées sociales comme les congés payés par exemple. Mais surtout, et les dirigeants staliniens français le dirent, il ne fallait pas remettre en cause le pouvoir de la bourgeoisie. C'est en ce sens que la politique de Front populaire fut une voie de garage. La bureaucratie stalinienne craignait que d'autres révolutions ouvrières finissent par remettre en cause son pouvoir de couche privilégiée en URSS et sa férule sur le mouvement ouvrier international. C'est aussi pour cette raison qu'elle élimina physiquement et méthodiquement des dizaines de milliers d'authentiques révolutionnaires dans les camps. Et parmi eux, tous ceux qui avaient préparé, organisé et mené la révolution d'octobre 1917 et la guerre civile contre les forces armées qui voulaient rétablir le pouvoir de la bourgeoisie en Russie et dans tous les États qui formèrent l'URSS.

## Les ouvriers ont arraché un salaire de 300 gourdes

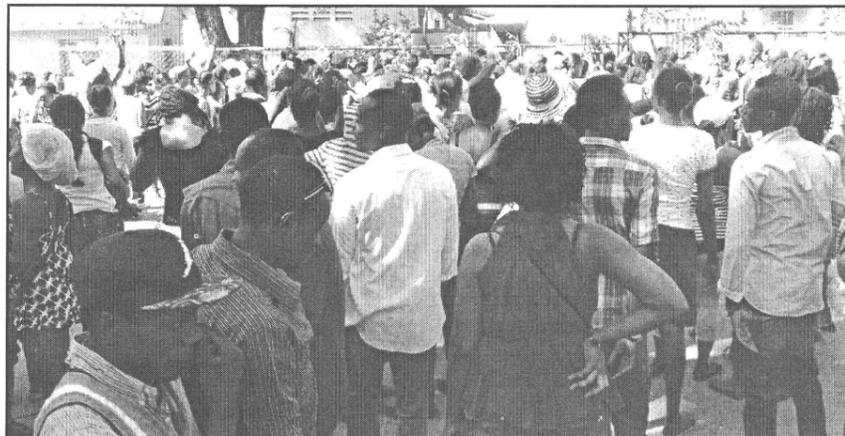
**Lors de la paye du 17 mai les ouvriers de la zone industrielle de Port-au-Prince attendaient que leur salaire quotidien passe de 240 gourdes (3,60 €) à 300 gourdes (4,60 €).**

Comme les patrons et le gouvernement ne se manifestaient pas, la colère est montée dans les entreprises de la zone industrielle. Après avoir manifesté devant leurs usines le mardi 17 mai, les ouvriers ont pris la rue le mercredi 18 mai. Allant d'usine en usine dans la zone industrielle ils sont arrivés jusqu'au Parc Sonapi (Société nationale de parc industriel) qui regroupe des dizaines d'entreprise de textile où travaillent plus de 15 000 ouvriers. Des centaines d'ouvriers ont appelé ceux du parc Sonapi à

les rejoindre dans la grève marchante et à renforcer leur action. Ils ont ainsi fait débrayer les ouvriers du parc en entier et ce sont plus de 10 000 ouvriers qui sont partis en manifestation en réclamant 500 gourdes (7,69 €) comme salaire minimum journalier, un ajustement du salaire qui correspond à la hausse du coût de la vie.

### Victoire

Lundi 23 mai un arrêté présidentiel publié au Journal Officiel fixait le salaire minimum à



Manifestation devant le parc industriel Sonapi

300 gourdes (4,60 €) à partir du 1<sup>er</sup> mai. Le gouvernement a reculé devant la combativité des ouvriers du textile et le salaire des ouvriers d'autres branches a été augmenté. La bataille n'est pas finie car il faut maintenant im-

poser aux patrons de respecter ce salaire d'une part et sans augmenter les cadences ou les quotas d'autre part. Une autre lutte que les ouvriers s'apprentent à mener en restant mobilisés. ■

## Martinique

### Grève à la BNP

**Les salariés de la BNP Paribas en Martinique ont entamé un mouvement de grève depuis le 19 mai, pour obtenir de leur direction le paiement d'une prime de 1 000€.**

Comme il fallait s'y attendre, les dirigeants de la banque ont déclaré que la demande était déraisonnable et ont proposé dans un premier temps 260 €. La réaction des salariés a été à la hauteur de la provocation. Ils se sont opposés à l'ouverture des agences de la banque. Méthode payante puisqu'au fur et à mesure des réunions de négociation, la pro-

position de la direction a évolué pour se situer à un moment à 320 € unilatéralement ou 350 € sous condition de signature des syndicats avec acceptation de clauses contraignantes. Plus tard, elle est parvenue à proposer 450 € lors des dernières réunions. Lundi 30 mai à midi, la mobilisation des salariés continuait. La BNP est cette banque

qui a transigé avec la justice des États-Unis en payant plusieurs milliards pour échapper à un procès qui aurait pu être plus onéreux pour elle. La BNP, c'est toujours cette banque qui, avec d'autres, saigne la population grecque en prélevant des millions d'euros d'intérêts. C'est cette même banque qui rançonne ses clients en prélevant toute une

série de frais (intérêts, agios, tenue de compte, etc.). C'est encore elle qui tous les ans annonce des milliards de profits et distribue des dizaines de millions de dividendes à ses actionnaires. La mobilisation des employés pour obtenir une prime qui ne constituerait qu'une petite partie de ce pactole est totalement justifiée.

### Super U Longpré : grève contre les licenciements

Les salariés du magasin Super U de Longpré au Lamentin sont en grève depuis le 24 mai. Ils bloquent les entrées du magasin. La trentaine d'employés s'oppose ainsi au plan

social de la direction jugé injuste et ciblé contre certains personnels. La direction prévoit en effet de se débarrasser de neuf d'entre eux dont un délégué du personnel : 3 mana-

gers, 3 employés de caisse et 3 hôtesses de caisse. Après plusieurs rencontres avec leur syndicat, la CSTM, la direction s'est dite d'accord pour reclasser ces salariés

dans une autre structure. Mais les emplois proposés ne correspondent pas à leur profil ! Au moment où nous écrivons, les travailleurs restent mobilisés.

## Dans les entreprises

### Pawol a travaillé bannann

**La loi El Khomri déjà appliquée par les planteurs**

Les conditions de travail et les salaires varient d'une plantation à l'autre et dépendent beaucoup de la combativité des travailleurs de chaque plantation. Par exemple, le nombre de régimes à transporter pour une journée de travail est de 110 à la SA Bois Debut où les camarades sont organisés et se battent farouchement pour une amélioration des conditions de travail, de 140 à la

SCA Fonds Cacao où Buttell a essayé dernièrement d'imposer 150, mais de plus de 150 à la SCA-Shangy où Dembas impose encore aujourd'hui ses quatre volontés. Mais il n'est pas dit que les camarades les moins combattifs vont continuer à se laisser faire !

### L'Écho de l'Aéroport Préavis de grève à la DGAC

L'ensemble des syndicats de la DGAC appellent à la grève les 3, 4 et 5 juin. Ils protestent contre une énième diminution des effectifs : 116 suppressions de

postes prévues, plus de 10% depuis 2008. Ils exigent le maintien des effectifs et une juste répartition des primes.

### L'Écho de Jarry

**Gaddarkhan : machine en grève ?**

Le 12 mai, jour de la mobilisation des travailleurs contre la loi Travail, la machine à enrobés est tombée en panne. Une bien drôle de coïncidence ! C'est fou, on dirait que même la machine a fait grève pour ne pas travailler 60 h par semaine, comme le voudrait la loi Travail...

### L'Écho des Telecoms

**Il faudra se battre pour des augmentations de salaire**

Les négociations salariales 2016 n'ont donc pas permis de faire augmenter sensiblement les salaires. Il fallait s'y attendre.

Pourtant, Orange a réalisé 2,8 milliards de bénéfices en 2015 et a pu distribuer 1,8 milliards aux actionnaires. Il faudrait profiter des grèves actuelles en France pour entrer en grève en Guadeloupe, sur les salaires.

## Venezuela : La fin d'une illusion réformiste

**Le pouvoir du président Maduro, l'héritier d'Hugo Chavez et de son prétendu « socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle » est désormais contesté de toutes parts. Non seulement il a perdu les élections générales de décembre dernier face à une droite bourgeoise arrogante et revancharde, mais il fait désormais face à une population pauvre au bord de l'émeute de la faim.**

### Le soi-disant socialisme de Chavez

« Vous et votre gouvernement, président Maduro, devriez enfin parler clairement au pays et laisser tomber vos blagues et votre cynisme pour dire ce que nous sommes nombreux à savoir : ceci n'est pas une révolution, ni du socialisme ». C'est en ces termes que des officiers proches de feu Hugo Chavez se sont attaqué au gouvernement issu de leur mouvement dans une lettre ouverte publiée le 29 mai dernier. On ne sait pas exactement ce que ces chavistes de la première heure entendent par « révolution socialiste », ni depuis combien de temps ils sont « nombreux à savoir » que le pouvoir institué par leur mentor n'en est pas une, mais sur le fond ce qu'ils disent est vrai, et ceci depuis bien avant le début de la crise actuelle.

En fait de « socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle », Chavez, Maduro et leur mouvement « bolivarien » (du nom de Simon Bolivar, qui dirigea les indépendances nationales de l'Amérique du Sud entre 1807 et 1830) n'ont proposé qu'un recyclage du réformisme du 20<sup>ème</sup> siècle : l'illusion qu'il serait possible, grâce au développement économique, de contenter toutes les classes sociales, les riches comme les pauvres. Or, c'est impossible. Sous le capitalisme, quel que soit le pays, les riches en concurrence les uns avec les autres n'en ont jamais assez, tandis que les pauvres doivent rester assez pauvres pour être contraints d'aller travailler pour nourrir la machine à profits.

### Améliorer le sort des pauvres

Depuis la fin des années 1990, Hugo Chavez, son parti et une fraction de la bureaucratie de l'État vénézuélien ont utilisé les bénéfices de la rente pétrolière du pays – très conséquente tant que les prix de l'or noir crevaient des plafonds historiques – pour améliorer le sort des masses pauvres et des travail-



**Affrontements dans un quartier pauvre de Maracaibo après une tentative de pillage contre un grand magasin.**

leurs. Ce faisant, ils ont aussi gagné pour eux-mêmes une forme d'indépendance et de marge de manœuvre face aux diktats de la bourgeoisie vénézuélienne et de l'impérialisme américain, car le régime chaviste avait assez de crédit parmi les masses pour qu'elles se mobilisent régulièrement en sa défense. Tant que l'argent du pétrole rentrait, le fait que certains dignitaires du régime se soient servi de cette marge de manœuvre pour s'enrichir était masqué par le fait que le sort des pauvres s'améliorait réellement (ce qui n'est pas rien, surtout comparé à l'action des gouvernements soi-disant « socialistes » dans les pays riches comme la France).

### Les masques tombent

La corruption des dirigeants était aussi masquée parce que l'attitude défiante du gouvernement chaviste vengeait les masses martyrisées depuis des décennies par la puissance des États-Unis d'Amérique et par une bourgeoisie locale raciste et arrogante. Mais le ver était dans le fruit parce qu'il n'a jamais été question ni d'encourager l'action indépendante des pauvres, ni de confisquer les immenses richesses de la bourgeoisie vénézuélienne et encore moins de les placer sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes.

L'effondrement des prix du pétrole a balayé ce rêve. « L'indépendance nationale » que représentait la référence à Bolivar est

une illusion : la crise mondiale, en dehors du Venezuela, a tellement réduit la demande en matières premières que la rente pétrolière s'est tarie. Le sort des pauvres s'est considérablement aggravé. La pénurie en biens de consommation courante est telle que les grands magasins sont désormais gardés par l'armée et que les pillages se multiplient (166 depuis le début de l'année selon l'Observatoire vénézuélien de la conflictualité sociale). La corruption des dignitaires qui ne défendaient les masses que dans la mesure où cela leur offrait une place au soleil est apparue au grand jour.

### Retour de bâton

Dans ces conditions, la bourgeoisie n'a pas besoin de mobiliser beaucoup de gens pour gagner des élections ou exercer une pression prétendument « démocratique » sur un régime que plus personne ne souhaite défendre. Et lorsque Maduro pleurniche que les pénuries sont en fait organisées par les grandes compagnies commerciales qui lui sont hostiles, il dit vrai. Mais il ne fait que planter un dernier clou dans le cercueil des illusions qu'il représente : c'est bien parce que le régime n'a jamais cherché à déposséder les riches que la bourgeoisie a encore toutes ses griffes !

Les bienfaits des régimes latino-américains du Chili, du Brésil, de l'Argentine ou du Venezuela, la « gauche de la gauche » fran-

çaise – à commencer par Mélenchon – nous les présentait comme des exemples de ce que peuvent faire des « gouvernements vraiment de gauche ». De même les Partis communistes de Guadeloupe et de Martinique ainsi que les organisations nationalistes, et aussi le GRS (Groupe révolution socialiste). Mais ces dits bienfaits reposaient sur les prix élevés des matières premières. Ces prix s'étant effondrés, les masques tombent.

Ces gouvernements échouent pour les mêmes raisons que Tsipras en Grèce a échoué (certes beaucoup plus vite, parce qu'en Grèce il n'y a ni pétrole, ni cuivre, ni canne à sucre). Il n'y aura pas de socialisme sans révolution. Et la révolution, cela signifie confisquer les immenses richesses de la bourgeoisie et les placer sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes.

### ABONNEMENT

**12 MOIS :**

**Sous pli fermé 33 €**

**Sous pli ouvert 25 €**

**Je désire m'abonner au journal *Combat ouvrier* pour une période de... mois.**

**NOM :** .....

**Prénom :** .....

**Adresse :** .....

**Ci-joint par chèque la somme de ..... euros.**

**Règlement par chèque adressé à :**

**M. Philippe ANAÏS  
Combat ouvrier  
1111 Rés. Matélie, L'Aiguille -  
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,  
Antilles Françaises**

Responsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

**EN GUADELOUPE :** Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matélie, L'Aiguille, 97128  
GOYAVE—Guadeloupe

**EN MARTINIQUE :** Louis MAUGÉE  
BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex

Composition - Impression  
Imp. ERAPRES

Commission paritaire : 51728

Site internet : [www.combat-ouvrier.net](http://www.combat-ouvrier.net)

Courriel : [redaction@combat-ouvrier.net](mailto:redaction@combat-ouvrier.net)